

• GRAND TÉMOIN •

Dr Daniel
LÉVY-BRUHL,
de Santé
Publique
France



Interview

Décryptage des enjeux de vaccination avec le Dr Daniel LÉVY-BRUHL, de Santé Publique France

À l'heure où les enjeux liés à la vaccination prennent une résonance particulière dans le contexte de crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, la mission de Santé Publique France dans le domaine revêt une importance plus critique que jamais.

Entre insuffisance de la couverture vaccinale et méfiance accrue des populations, les défis sont nombreux pour l'agence nationale de santé publique. Chargée d'assurer la promotion de la vaccination, de renforcer le niveau de confiance du grand public et des professionnels de santé, de contribuer à l'expertise

sur les politiques vaccinales à l'échelle nationale et européenne et de mesurer la couverture vaccinale, Santé Publique France est en première ligne dans la mise en œuvre et l'accompagnement des stratégies de vaccination.

Le Dr. Daniel LÉVY-BRUHL, Responsable de l'unité Infections respiratoires et vaccination à Santé Publique France, évoque les grands défis liés à la vaccination en France, les enjeux spécifiques et actuels sur le HPV et la Covid-19, ainsi que le rôle des professionnels de santé, dont les chirurgiens-dentistes, sur ces sujets.

« Une grande entreprise de solidarité nationale pour la prévention et la lutte contre les maladies infectieuses ».

Les pouvoirs publics en France ont remis l'accent ces dernières années sur la vaccination, avec notamment l'entrée en vigueur de l'extension des obligations vaccinales chez le nourrisson en 2018. Pourquoi cette décision était-elle nécessaire ?

Dr. Daniel LÉVY-BRUHL : Parce que l'on pouvait observer un fardeau de pathologies parfois sévères, qu'une couverture vaccinale supérieure aurait permis d'éviter. Cette insuffisance de la couverture vaccinale a pu générer des épidémies de grande ampleur, comme ce fut le cas avec la rougeole sur la période 2008-2011. Des dizaines de milliers de cas ont ainsi été provoqués, et plus d'une trentaine de décès déclarés depuis : parmi eux des sujets qui ne pouvaient être vaccinés pour des raisons de contre-indication, mais qui auraient pu être protégés si nous avions atteint l'immunité de groupe, dont le seuil est de 95 % pour la rougeole. L'obligation vaccinale a donc été considérée comme un levier incontournable afin d'atteindre ce seuil permettant d'interrompre la transmission des virus.

Des sujets qui ne pouvaient être vaccinés auraient pu être protégés si l'immunité de groupe avait été atteinte.

Comment a évolué la couverture vaccinale sur le territoire depuis lors ?

Dr. Daniel LÉVY-BRUHL : On note une amélioration progressive, même si nous ne voyons pas encore tous les bénéfices liés à l'extension de l'obligation vaccinale, notamment parce que les enfants nés en 2018 n'ont pas encore tous atteint l'âge de l'entrée en collectivité, auquel est vérifié le respect de l'obligation. Mais nous sommes proches de l'objectif de 95 % des enfants ayant reçu au moins une dose de vaccin contre la rougeole, et nous dépasserons prochainement ce cap.

Le calendrier vaccinal des pays voisins influence-t-il celui de la France ?

Dr. Daniel LÉVY-BRUHL : Des collaborations internationales ou européennes se mettent en place sur ces sujets, mais les calendriers tels qu'ils existent ne sont pas remis en cause par les choix et orientations des pays voisins. Des modalités d'échange existent notamment dans le cadre et sous l'égide du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies afin de partager les retours d'expérience et les analyses des uns et des autres, mais la politique vaccinale reste, au final, du ressort de chaque pays.

Des échanges existent au niveau européen, mais la politique vaccinale reste du ressort de chaque pays.

Alors que la médiatisation et la digitalisation sont des vecteurs incontournables de promotion et d'appropriation du sujet vaccination par le plus grand nombre, quel regard portez-vous sur les carnets de vaccination électroniques tels que mesvaccins.net ?

Dr. Daniel LÉVY-BRUHL : Ils constituent un apport tout à fait intéressant à plusieurs égards, en particulier parce qu'ils contribuent à l'information du grand public et qu'ils donnent à chacun le moyen d'être acteur de sa santé. Du point de vue de Santé Publique France, nous appelons ces outils de nos vœux,

car ils sont susceptibles d'affiner notre connaissance de la réalité vaccinale sur le territoire et d'améliorer les couvertures vaccinales.

Pensez-vous que les professionnels de santé sont suffisamment informés, sensibilisés et mobilisés sur les problématiques de vaccination ?

Dr. Daniel LÉVY-BRUHL : Je répondrai en élargissant le propos : avec l'extension de l'obligation vaccinale, les autorités de santé ont insisté sur l'importance de la vaccination et se sont engagées à soutenir les professionnels de santé, à un moment où le sujet était quelque peu délaissé. Cet engagement avait vocation à créer de la réassurance chez ces derniers (et auprès du grand public) et a été accompagné par des initiatives et dispositifs divers, dont la mise en ligne du site Vaccination Info Service par le Ministère et Santé Publique France. Tout cela s'inscrit dans une grande entreprise de solidarité nationale orientée vers la prévention et la lutte contre les maladies infectieuses.

« Avec l'extension de l'obligation vaccinale, les autorités ont rappelé l'importance de la vaccination, et elles se sont engagées à soutenir les professionnels de santé ».

Vaccination Info Service, plateforme de référence en matière d'information

Lancé en 2016, le site vaccination-info-service.fr est devenu la plateforme de référence en France pour le grand public en matière d'informations générales,



spécifiques et/ou pratiques sur la vaccination. Développé sous l'égide de Santé Publique France, en partenariat avec des acteurs institutionnels et des experts, le site éclaire notamment les usagers sur les bénéfices de la vaccination, la composition des vaccins, le calendrier des vaccinations, le carnet de vaccination, etc. Il intègre également un espace dédié aux professionnels de santé.



Faut-il envisager de rendre obligatoires des vaccins qui ne sont encore que recommandés pour les professionnels de santé ?

Dr. Daniel LÉVY-BRUHL : Le Haut Conseil de la Santé publique s'est prononcé sur cette question et en particulier en défaveur de l'obligation vaccinale contre la grippe : en effet, un des critères pouvant justifier une obligation était celui d'une efficacité très élevée, or, s'agissant des vaccins contre la grippe, celle-ci n'est pas systématiquement établie d'une année à l'autre. Dans le même temps, nous disions que d'autres vaccins (rougeole et varicelle par exemple) étaient susceptibles de correspondre aux critères et qu'une réflexion pourrait être menée en ce sens : il revient maintenant à la Commission technique des vaccinations d'étudier et traiter ces dossiers.

Les professionnels de santé, dont les chirurgiens-dentistes, ont un rôle à jouer en matière d'éducation et de sensibilisation. Comment l'exercer, quels messages faire passer ?

Dr. Daniel LÉVY-BRUHL : Oui tout à fait, il serait important que tous les professionnels de santé parlent de la vaccination. Dans le système français, on choisit son médecin, son chirurgien-dentiste, etc., et les patients accordent donc leur confiance, a priori, à leurs professionnels de santé. Si un chirurgien-dentiste évoque le sujet vaccination, qui n'est pas le cœur de son métier, cela peut de plus prendre une résonance particulière chez son patient, car cela pourra être perçu comme une conviction personnelle, désintéressée et dénuée d'arrière-pensées. Réussir à faire parler tous les acteurs de santé dans leur diversité, en les faisant converger vers un discours cohérent et unifié, cela peut être un atout majeur.

Quel regard portez-vous sur la recommandation par la HAS sur l'extension de la vaccination HPV aux garçons ?

Dr. Daniel LÉVY-BRUHL : Il est difficile de savoir à quel point le fait que le vaccin ait été jusqu'ici réservé aux filles explique l'insuffisance de la couverture vaccinale. Mais le HPV étant une IST, les garçons contribuent autant que les filles à la transmission et il est donc naturel et logique qu'ils participent à l'effort de prévention. S'agissant des cancers ORL liés à un HPV oncogène, nous savons que le vaccin est efficace pour réduire les infections HPV de la sphère ORL, donc nous pensons qu'il devrait être efficace contre les cancers également, mais nous manquons encore de données et de recul.

La stratégie vaccinale nationale Covid-19 se fonde à l'heure actuelle sur 3 vaccins. Quel est leur principe de fonctionnement ?

Dr. Daniel LÉVY-BRUHL : Les deux premiers vaccins de Pfizer/BioNTech et de Moderna agissent selon un mécanisme novateur consistant à injecter un ARN messager exogène qui utilise la machinerie cellulaire pour synthétiser la protéine du nouveau coronavirus et déclencher la réaction immunitaire et la synthèse d'anticorps. La solution AstraZeneca/Oxford est un vaccin à vecteur viral, dont le support est un autre virus atténué, non pathogène et non répliquatif, contenant le matériel génétique codant pour la protéine S.

Les chirurgiens-dentistes étant particulièrement exposés dans le cadre de leur pratique, pourquoi ne pas leur ouvrir l'accès au vaccin sans critères de priorité liés à l'âge ?

Dr. Daniel LÉVY-BRUHL : La décision a été prise de vacciner en priorité les professionnels de santé présentant des facteurs de risque. Cette logique s'applique à tous les professionnels de santé et se justifie, sauf à remettre en question l'ordre des priorités fixées par la HAS - protéger d'abord les plus à risque de formes sévères de la maladie.

De quel recul bénéficie-t-on sur les effets secondaires ?

Dr. Daniel LÉVY-BRUHL : Des effets temporaires bénins suite à l'injection peuvent survenir - douleur au point d'injection, céphalée, fatigue, etc. À la lumière des essais cliniques et du recul que l'on a, aucun signal sérieux n'émerge à ce jour quant à des effets secondaires graves, pour aucun des vaccins. Il est encore tôt pour émettre des conclusions fermes, mais les données actuelles sont très satisfaisantes sur le profil de tolérance du vaccin.

« Les données dont nous disposons à ce jour sont très satisfaisantes quant au profil de tolérance des vaccins Covid ».

Quel rôle peuvent jouer les chirurgiens-dentistes dans le cadre de la campagne de vaccination Covid ?

Dr. Daniel LÉVY-BRUHL : La population se sépare entre convaincus, opposants et hésitants. C'est auprès de cette frange d'indécis que l'action peut être déterminante : plus les professionnels de santé, dont les chirurgiens-dentistes, rassureront, informeront, conseilleront, plus cela aidera ces personnes hésitantes à prendre la bonne décision. Vous pouvez aussi aider en montrant l'exemple, en vous faisant vacciner quand le calendrier le permettra, et en le disant : l'exemplarité est un levier clé.

Bio express

Médecin de formation, Daniel Lévy-Bruhl a effectué pendant plusieurs années des consultations pour l'OMS et l'Unicef essentiellement dans le cadre de la mise en place et de l'évaluation du Programme élargi de vaccination avant de rejoindre en 1986 le Centre International de l'Enfance (Service des Vaccinations et des Maladies transmissibles) où il a poursuivi ces mêmes activités. En 1992-93, il a complété sa formation par un DEA de Santé publique option biostatistique. Depuis 1997, il est responsable de l'unité « infections respiratoires et vaccinations » de Santé publique France (ex -Institut de Veille sanitaire). Cette unité a comme missions essentielles l'évaluation de l'impact épidémiologique et de la couverture vaccinale pour l'ensemble des vaccins intégrés dans le calendrier vaccinal. Elle apporte à la Commission technique des vaccinations française, à travers la participation de Daniel Lévy-Bruhl, l'expertise épidémiologique nécessaire à l'élaboration et l'adaptation du calendrier vaccinal. Dans cette unité, et en lien avec les antennes régionales de Santé publique France, sont également détectées et analysées les alertes sanitaires concernant les infections respiratoires et les maladies à prévention vaccinale, dont l'unité assure la surveillance de routine. Enfin, l'unité est impliquée dans l'expertise concernant les crises sanitaires avérées ou potentielles liées à des pathologies respiratoires émergentes (SARS, MERS-CoV, virus grippal émergent et SARS-COV-2).